

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 47.544/4
DU 18 JANVIER 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères et le Ministre de la Coopération au Développement, le 4 décembre 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 20 janvier 2010 ^(*), sur un projet d'arrêté royal "portant création d'un service Évaluation spéciale de la Coopération internationale", a donné l'avis suivant :

^(*) Par courriel du 4 décembre 2009.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Quant aux formalités préalables

Dans l'avis 34.713/4, qu'elle a donné le 3 février 2003 sur un projet devenu l'arrêté royal du 17 février 2003 portant création d'un service "Évaluation spéciale de la Coopération internationale", la section de législation du Conseil d'État a fait l'observation qui suit :

"En vertu de l'article 3, § 3, de l'arrêté royal en projet, l'«Évaluateur spécial» est soumis aux dispositions réglant le statut administratif des agents de l'État à l'exception toutefois des dispositions en matière d'évaluation de carrière et de recrutement, «sous réserve des dispositions applicables en matière de sécurité sociale aux agents qui ne sont pas pourvus d'une nomination à titre définitif».

Interrogée sur le sens exact de ce dernier membre de phrase, la déléguée du ministre a indiqué que la volonté est de rendre applicable à l'«Évaluateur spécial» le régime de sécurité sociale des travailleurs salariés pendant la durée de son mandat.

Or, en vertu de l'article 15 de la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale, une telle disposition doit être soumise à l'avis du comité de gestion de l'Office national de sécurité sociale. Des pièces transmises au Conseil d'État, il n'apparaît pas que cette formalité ait été accomplie.

Dans l'hypothèse où l'accomplissement de cette formalité conduirait à une adaptation de la disposition concernée, il faudra à nouveau la soumettre à l'avis de la section de législation du Conseil d'État ⁽¹⁾."

⁽¹⁾ *Note infrapaginale 1 de l'avis cité* : Voir en ce sens l'avis 31.372/1, donné le 22 mars 2001, sur un projet d'arrêté royal "relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management et d'encadrement dans les services publics fédéraux".

L'article 3, § 4, du présent projet d'arrêté contient la même disposition que celle qui avait conduit la section de législation à faire cette observation.

Si, comme on le peut le supposer, le sens de la disposition en projet est le même que celui indiqué dans l'avis sur le projet devenu l'arrêté royal du 17 février 2003 précité, l'observation citée doit être réitérée.

Examen du projet d'arrêté

Préambule

Alinéa 1^{er}

Comme le fait apparaître l'alinéa 1^{er} du préambule, le projet d'arrêté puise son fondement dans les articles 37 et 107 de la Constitution.

Alinéa 2

Par contre, l'article 5 de la loi du 25 mai 1999 relative à la Coopération internationale belge ne procure pas de fondement légal au projet d'arrêté : d'une part, à ce jour, en l'état des textes publiés au Moniteur belge, cette disposition n'est pas en vigueur ⁽²⁾; d'autre part, en tout état de cause, elle ne dit mot de la création d'un service tel que celui auquel se rapporte le projet d'arrêté, dont l'organisation relève, en vertu de l'article 107, alinéa 2, de la Constitution, des pouvoirs propres du Roi.

L'alinéa 2 du préambule sera donc omis.

⁽²⁾ L'article 12 de la loi du 25 mai 1999 précitée charge le Roi de fixer la date d'entrée en vigueur des dispositions de cette loi. À ce jour, en l'état des textes publiés au Moniteur belge, le Roi n'a pas fait usage dudit pouvoir pour fixer la date d'entrée en vigueur de l'article 5 de la loi du 25 mai 1999 précitée.

Alinéa 7

L'alinéa 7 du préambule doit être rédigé comme suit :

"Vu le protocole de négociation n/ 10/4 du Comité de secteur VII, conclu en date du 22 octobre 2009" ⁽³⁾.

Alinéa 8

L'alinéa 8 du préambule doit être rédigé comme suit :

"Vu l'avis 47.544/4 du Conseil d'État, donné le 18 janvier 2010, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973" ⁽⁴⁾.

DispositifArticle 2

1. Selon le paragraphe 2, alinéa 1^{er}, "le service Évaluation spéciale exécutera ses tâches conformément aux principes et normes du comité d'aide au développement de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques".

Le Conseil d'État se demande quels sont précisément les "principes" et les "normes" auxquels il est fait référence. Ceci suscite également le problème de la publicité des règles auxquelles il est ainsi renvoyé.

⁽³⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative", formule F 3-4-4.

⁽⁴⁾ *Ibid.*, recommandation n/ 36.1 et formule F 3-5-2.

Dans un souci de sécurité juridique, il serait préférable d'intégrer dans le projet d'arrêté examiné, autant que faire se peut, ces "principes" et ces "normes", plutôt que de s'y référer.

À défaut, il reviendrait à l'auteur du projet de vérifier que lesdits "principes" et "normes" ont soit fait l'objet d'une publication au Moniteur belge soit été publiés selon des formes prévues par une convention internationale à laquelle la loi a donné assentiment, cette dernière ayant elle-même fait l'objet d'une publication au Moniteur belge.

2. Le Conseil d'État n'aperçoit pas la portée exacte du paragraphe 2, alinéa 2, en vertu duquel "le service Évaluation spéciale exécutera ses tâches en application de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire".

Si l'intention était uniquement de rappeler l'application de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 précité, la disposition à l'examen serait inutile et devrait être omise.

Si l'intention était autre, il conviendrait alors de rédiger le texte de manière plus précise.

3. En vertu du paragraphe 3, le service Évaluation spéciale est chargé d'établir chaque année "un plan stratégique pluriannuel, un programme annuel et un budget annuel des priorités et des activités à exécuter au cours de l'année suivante".

Il y a lieu de rappeler qu'en vertu de l'article 174 de la Constitution, d'une part, il revient à la Chambre des représentants d'arrêter chaque année le budget de l'État et, d'autre part, toutes les recettes et dépenses de l'État doivent être portées au budget.

Le Conseil d'État se demande comment les auteurs du projet entendent concilier le texte à l'examen avec cette disposition constitutionnelle.

En outre, le Conseil d'État se demande comment ils entendent concilier le texte à l'examen avec les dispositions législatives qui sont relatives à l'exposé général du budget et à la justification du budget général. À cet égard, il est, *mutatis mutandis*, renvoyé à l'observation I, 3, faite dans l'avis 47.545/4, donné ce jour, sur l'avant-projet de loi "relatif à la coopération au développement belge".

Le texte doit être revu pour tenir compte de cette observation.

4. Les versions française et néerlandaise des paragraphes 2 et 3 seront rédigées à l'indicatif présent ⁽⁵⁾.

La même observation vaut pour la version française de l'article 4, § 2, du projet.

Article 3

En vertu du paragraphe 3, alinéa 1^{er}, "la procédure de sélection se fait conformément à l'arrêté royal du 29 octobre 2001 relatif à la désignation et à l'exercice des fonctions de management dans les services publics fédéraux et les services publics fédéraux de programmation, sauf disposition contraire du présent arrêté". Les alinéas 2 à 4 du paragraphe 3 contiennent des règles tendant à régler de manière spécifique divers aspects de la sélection et du recrutement de l'évaluateur spécial.

Il convient, dans un souci de sécurité juridique, soit d'identifier de manière plus précise les dispositions de l'arrêté royal du 29 octobre 2001 précité qu'il est envisagé de rendre applicables en l'espèce, soit d'éviter de faire référence à l'arrêté royal du 29 octobre 2001 précité et d'intégrer dans le projet toutes les dispositions qui doivent trouver à s'appliquer à la sélection et au recrutement de l'évaluateur spécial.

⁽⁵⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative", recommandation n° 3.11.1.

Article 4

1. Le paragraphe 1^{er} fait état du "service Évaluation spéciale visé à l'article 7 de l'arrêté royal du 3 juin 1999 portant règlement organique du ministère des affaires étrangères, du commerce extérieur et de la coopération internationale".

Or, la disposition à laquelle il est renvoyé ne contient aucune mention d'un tel service.

Le texte en projet sera corrigé en conséquence.

2. La division d'un article en paragraphes est inutile lorsque chaque paragraphe contient seulement un alinéa ⁽⁶⁾.

L'article 4 sera revu en conséquence.

Article 5

Il est renvoyé à l'observation n/ 3 faite à propos de l'article 2.

En tout état de cause, la deuxième phrase, dont il résulte que les dépenses du service Évaluation spéciale "sont à charge du budget du membre du gouvernement qui a la coopération au développement dans ses attributions", n'a pas sa place dans un texte de portée normative qui, comme tel est le cas de l'arrêté en projet, a pour objet d'organiser le service en question.

À la troisième phrase, il y a une discordance entre le texte français et le texte néerlandais; il y a lieu de parler de l'ordonnateur délégué et non "l'ordonnateur des dépenses".

La disposition sera revue en conséquence.

⁽⁶⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative", recommandation n/ 57.3.

Article 6

1. Le projet manque totalement de précision sur l'objet exact des prérogatives qu'il est envisagé d'accorder au service Évaluation spéciale.

2. La disposition en projet pose plusieurs questions : d'une part, qui au sein du service Évaluation spéciale détermine le caractère pertinent des informations demandées et, d'autre part, quelles sont les instances concernées de l'administration fédérale par de telles demandes.

3. Il va de soi que l'accès aux "informations concernées" ne peut avoir lieu que dans le respect des dispositions de droit supérieures, notamment la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

4. La disposition en projet sera fondamentalement revue.

Article 7

Le projet doit être complété pour fixer de manière plus précise la composition du comité d'accompagnement et pour en déterminer les règles essentielles de fonctionnement.

Article 8

Le projet doit indiquer les formes de la publication qu'il envisage.

Sous réserve de cette observation, le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé comme suit : "... samen met het antwoord van de leiding van de instantie waarvan de activiteiten geëvalueerd zijn".

.../...

Article 9

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 devrait être rédigé comme suit :

"In het jaarverslag van de dienst Bijzondere Evaluatie wordt het antwoord van de leiding op de verschillende evaluaties samengevat en ontleed en wordt de voortgang van de uitvoering van de aanbevelingen uit de vorige evaluaties besproken".

Article 12

Selon le texte à l'examen, l'arrêté en projet est appelé à entrer en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

À moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires, il faut renoncer, en principe, à l'entrée en vigueur immédiate afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

Article 13

L'article 13 doit être rédigé comme suit :

"Le ministre qui a les Affaires étrangères dans ses attributions et le ministre qui a la Coopération au développement dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté." ⁽⁷⁾

⁽⁷⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative", recommandation n° 167 et formule F 4-7-2.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	L. DETROUX,	
	G. DELANNAY,	greffier assumé.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, premier auditeur-chef de section.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

G. DELANNAY

P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 47.544/4
VAN 18 JANUARI 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 4 december 2009 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken en de Minister van Ontwikkelingssamenwerking verzocht hun, binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 20 januari 2010 ^(*), van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende de oprichting van een dienst Bijzondere Evaluatie van de Internationale Samenwerking", heeft het volgende advies gegeven :

(*) Bij e-mail van 4 december 2010.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

De voorafgaande vormvereisten

In advies 34.713/4, dat de afdeling Wetgeving van de Raad van State op 3 februari 2003 heeft uitgebracht over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 17 februari 2003 houdende de oprichting van een dienst "Bijzondere Evaluatie van de Internationale Samenwerking", heeft ze het volgende opgemerkt :

"Krachtens artikel 3, § 3, van het ontworpen koninklijk besluit gelden voor de «Bijzonder Evaluator» de bepalingen tot regeling van het administratief statuut van het rijkspersoneel, met uitzondering echter van de bepalingen inzake evaluatie, loopbaan en werving, «onder voorbehoud van de bepalingen die inzake sociale zekerheid van toepassing zijn op de niet-vastbenoemde personeelsleden».

Naar aanleiding van een vraag betreffende de juiste betekenis van het laatste deel van die zin, heeft de gemachtigde van de minister aangegeven dat het de bedoeling is dat de «Bijzonder Evaluator» gedurende zijn mandaat onder het socialezekerheidsstelsel van de werknemers valt.

Krachtens artikel 15 van de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale verzorging dient zulk een bepaling evenwel ter fine van advies te worden voorgelegd aan het beheerscomité van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid. Uit de stukken die aan de Raad van State zijn voorgelegd, blijkt niet dat aan dat vormvereiste is voldaan.

Mocht het vervullen van dat vormvereiste leiden tot een aanpassing van de betrokken bepaling, dan zal ze opnieuw aan het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State dienen te worden voorgelegd ⁽¹⁾".

⁽¹⁾ Voetnoot 1 van het geciteerde advies : Zie in deze zin advies 31.372/1, dat op 22 maart 2001 is uitgebracht over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de aanduiding en de invulling van de management- en staffuncties in de federale overheidsdiensten".

Artikel 3, § 4, van het onderhavige ontwerpbesluit bevat dezelfde bepaling als die welke de afdeling Wetgeving ertoe gebracht heeft die opmerking te maken.

Als, zoals kan worden aangenomen, de betekenis van de ontworpen bepaling dezelfde is als die welke aangegeven is in het advies over het ontwerp dat tot het voormelde koninklijk besluit van 17 februari 2003 heeft geleid, dient de geciteerde opmerking te worden herhaald.

Onderzoek van het ontwerpbesluit

Aanhef

Eerste lid

Zoals in het eerste lid van de aanhef wordt aangegeven, is de rechtsgrond van het ontwerpbesluit te vinden in de artikelen 37 en 107 van de Grondwet.

Tweede lid

Daarentegen verleent artikel 5 van de wet van 25 mei 1999 betreffende de Belgische internationale samenwerking geen rechtsgrond aan het ontwerpbesluit: ten eerste is die bepaling bij de huidige stand van de teksten die in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt zijn niet in werking getreden ⁽²⁾; ten tweede wordt hoe dan ook in dat artikel met geen woord gerept over de oprichting van een dienst zoals die waarop het ontwerpbesluit betrekking heeft en waarvan de organisatie krachtens artikel 107, tweede lid, van de Grondwet, valt onder de eigen bevoegdheid van de Koning.

Het tweede lid van de aanhef dient dan ook te vervallen.

⁽²⁾ Bij artikel 12 van de voormelde wet van 25 mei 1999 wordt de Koning ermee belast de datum vast te stellen waarop de bepalingen van die wet in werking treden. Bij de huidige stand van de teksten die in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt zijn, heeft de Koning van die bevoegdheid nog geen gebruik gemaakt om de datum vast te stellen waarop artikel 5 van de voornoemde wet van 25 mei 1999 in werking treedt.

Zevende lid

Het zevende lid van de aanhef behoort als volgt te worden gesteld :

"Gelet op het protocol van onderhandelingen nr. 10/4 van het Sectorcomité VII, gesloten op 22 oktober 2009" ⁽³⁾.

Achtste lid

Het achtste lid van de aanhef behoort als volgt te worden gesteld :

"Gelet op advies 47.544/4 van de Raad van State, gegeven op 18 januari 2010, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973" ⁽⁴⁾.

DispositiefArtikel 2

1. Volgens paragraaf 2, eerste lid, "zal de dienst Bijzondere Evaluatie zijn opdrachten uitvoeren conform de principes en standaarden van het Comité voor Ontwikkelingshulp van de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling".

De Raad van State vraagt zich af wat precies die "principes" en "standaarden" zijn waarnaar verwezen wordt. Hierbij rijst eveneens het probleem van de openbaarheid van de regels waarnaar aldus verwezen wordt.

⁽³⁾ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, (www.raadvst-consetat.be), tab "Wetgevingstechniek", formule F 3-4-4.

⁽⁴⁾ *Ibidem*, aanbeveling nr. 36.1 en formule 3-5-2.

Met het oog op de rechtszekerheid zou het verkieslijk zijn om die "principes" en die "standaarden" voor zover mogelijk in het voorliggende ontwerpbesluit op te nemen, in plaats van daarnaar te verwijzen.

Zo niet, zou de steller van het ontwerp dienen na te gaan of de voormelde "principes" en "standaarden" ofwel bekendgemaakt zijn in het Belgisch Staatsblad, ofwel bekendgemaakt zijn op een wijze voorgeschreven bij een internationaal verdrag waarmee is ingestemd bij een wet die zelf in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

2. De Raad van State ziet niet in wat de juiste reikwijdte is van paragraaf 2, tweede lid, naar luid waarvan "de dienst Bijzondere Evaluatie ... zijn opdrachten uit(voert) met toepassing van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole".

Als het alleen de bedoeling is eraan te herinneren dat het voornoemde koninklijk besluit van 16 november 1994 van toepassing is, is de voorliggende bepaling overbodig en dient ze te vervallen.

Mocht er een andere bedoeling zijn, dan zou de tekst preciezer geformuleerd moeten worden.

3. Krachtens paragraaf 3 is de dienst Bijzondere Evaluatie ermee belast jaarlijks "een meerjarig strategisch plan, een jaarprogramma en een jaarbudget" op te stellen "van de prioriteiten en de activiteiten uit te voeren tijdens het volgende jaar".

Er dient weer op gewezen te worden dat krachtens artikel 174 van de Grondwet ten eerste de Kamer van volksvertegenwoordigers jaarlijks de Rijksbegroting dient vast te stellen en ten tweede alle staatsontvangsten en -uitgaven op de begroting moeten worden gebracht.

De Raad van State vraagt zich af hoe de stellers van het ontwerp de voorliggende tekst met die grondwetsbepaling willen laten samengaan.

.../...

Daarenboven vraagt de Raad van State zich af hoe zij de voorliggende tekst willen laten samengaan met de wettelijke bepalingen die betrekking hebben op de algemene toelichting bij de begroting en op de verantwoording van de algemene uitgavenbegroting. In dit verband wordt *mutatis mutandis* verwezen naar opmerking I, 3, gemaakt in advies 47.545/4, dat heden is uitgebracht over een voorontwerp van wet "betreffende de Belgische ontwikkelingssamenwerking".

De tekst behoort aldus te worden herzien dat met die opmerking rekening wordt gehouden.

4. De Nederlandse en de Franse tekst van de paragrafen 2 en 3 dienen in de onvoltooid tegenwoordige tijd te worden gesteld ⁽⁵⁾.

Deze opmerking geldt eveneens voor de Franse tekst van artikel 4, § 2, van het ontwerp.

Artikel 3

Krachtens paragraaf 3, eerste lid, "(gebeurt) de selectieprocedure ... overeenkomstig het koninklijk besluit van 29 oktober 2001 betreffende de aanduiding en de uitoefening van de managementfuncties in de federale overheidsdiensten en de programmatorische federale overheidsdiensten, behoudens andersluidende bepaling van dit besluit". In het tweede tot het vierde lid van paragraaf 3 komen voorschriften voor die ertoe strekken verschillende aspecten van de selectie en de aanwerving van de "bijzonder evaluator" te regelen.

Met het oog op de rechtszekerheid is het noodzakelijk, hetzij nauwkeuriger aan te geven van welke bepalingen van het voormelde koninklijk besluit van 29 oktober 2001 het de bedoeling is ze *in casu* toepasselijk te maken, hetzij niet naar het voornoemde koninklijk besluit van 29 oktober 2001 te verwijzen maar in het ontwerp alle bepalingen op te nemen die op de selectie en de aanwerving van de "bijzonder evaluator" van toepassing moeten zijn.

⁽⁵⁾ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, (www.raadvst-consetat.be), tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling nr. 3.11.1.

Artikel 4

1. In paragraaf 1 is sprake van "de dienst Bijzondere Evaluatie bedoeld in het artikel 7 van het koninklijk besluit van 3 juni 1999 houdende het organiek reglement van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking".

De bepaling waarnaar aldus verwezen wordt, bevat evenwel geen enkele vermelding van zo een dienst.

De ontworpen tekst dient dan ook gecorrigeerd te worden.

2. Een artikel heeft niet in paragrafen te worden ingedeeld als elke paragraaf maar één lid bevat ⁽⁶⁾.

Artikel 4 behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

Artikel 5

Er wordt verwezen naar opmerking nr. 3 die over artikel 2 is gemaakt.

De tweede zin, waaruit volgt dat de uitgaven van de dienst Bijzondere Evaluatie "ten laste (komen) van de begroting van het regeringslid bevoegd voor Ontwikkelingssamenwerking", is hoe dan ook niet op zijn plaats in een regelgevende tekst die, zoals het geval is met het ontworpen besluit, tot doel heeft de dienst in kwestie te organiseren.

De Nederlandse en de Franse tekst van de derde zin stemmen niet overeen; er dient te worden gesproken van de gemachtigde ordonnateur en niet van "de ordonnateur van deze werkingsmiddelen".

De bepaling behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

⁽⁶⁾ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, (www.raadvst-consetat.be), tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling nr. 57.3.

Artikel 6

1. Het ontwerp is volstrekt onduidelijk wat betreft de ware aard van de prerogatieven die men aan de dienst Bijzondere Evaluatie wil toekennen.

2. De ontworpen bepaling doet verscheidene vragen rijzen : ten eerste, welk lid van de dienst Bijzondere Evaluatie bepaalt of de gevraagde informatie relevant is en, ten tweede, aan welke instanties van de federale overheid kunnen zulke aanvragen worden gericht.

3. Het spreekt vanzelf dat de toegang tot "de informatie in kwestie" alleen kan plaatsvinden met naleving van de hogere rechtsregels, inzonderheid de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

4. De ontworpen bepaling dient grondig te worden herzien.

Artikel 7

Het ontwerp dient aldus te worden aangevuld dat de samenstelling van het begeleidingscomité nauwkeuriger wordt vastgesteld en dat de essentiële voorschriften voor de werkwijze ervan worden gegeven.

Artikel 8

In het ontwerp moet worden aangegeven welke vormen van publicatie overwogen worden.

Onder voorbehoud van deze opmerking schrijve men : "... samen met het antwoord van de leiding van de instantie waarvan de activiteiten geëvalueerd zijn."

.../...

Artikel 9

Het tweede lid zou aldus gesteld moeten worden : "In het jaarverslag van de dienst Bijzondere Evaluatie wordt het antwoord van de leiding op de verschillende evaluaties samengevat en ontleed en wordt de voortgang van de uitvoering van de aanbevelingen uit de vorige evaluaties besproken."

Artikel 12

Volgens de voorliggende tekst is het de bedoeling dat het ontworpen besluit in werking treedt de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt wordt.

Tenzij er een specifieke reden bestaat om af te wijken van de gangbare termijn van inwerkingtreding bepaald door artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen, dient in beginsel te worden afgezien van de onmiddellijke inwerkingtreding teneinde elkeen een redelijke termijn te geven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

Artikel 13

Artikel 13 behoort als volgt te worden gesteld :

"De minister bevoegd voor Buitenlandse Zaken en de minister bevoegd voor Ontwikkelingssamenwerking zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit." ⁽⁷⁾

⁽⁷⁾ Zie *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, (www.raadvst-consetat.be), tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling nr. 167 en formule F 4-7-2.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	L. DETROUX,	
	G. DELANNAY,	toegevoegd griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

G. DELANNAY

P. LIÉNARDY